Militer aujourd'hui : quelles perspectives, quels défis ?

arc

Action et Recherche Culturelles

Analyse
2013

Militer aujourd'hui : quelles perspectives, quels défis ?

Les manières de transformer la société sont protéiformes et n'ont jamais cessé de se réinventer ! Il est cependant possible d'éclairer les différents moyens qui se donnent à chacun de nous pour changer la société. A la suite de l'analyse des mouvements des Indignés, des Altermondialistes et des Créatifs culturels, nous vous proposons de découvrir une grille de lecture qui permet de répertorier différents modes d'action! Chaque mouvement, tout comme l'éducation permanente, développe un effet une vision très spécifique du changement social…

Avant-propos :

Cette analyse a pour but d'alimenter la réflexion d'Action et Recherche Culturelles (ARC) sur ses propres modes d'action sociale et son positionnement dans le secteur de l'éducation permanente. Dans un contexte de redéfinition de ses objectifs au sein de son secteur et de la société, l'ARC souhaite que ce travail analytique puisse servir à d'autres acteurs.

Introduction

Il nous est déjà arrivé à tous de nous demander comment changer la société. Les manières de répondre à cette question n'ont évidemment jamais cessé de proliférer. Des mouvements d'extrême gauche aux mouvements d'extrême droite, en passant par le mouvement ouvrier, les situationnistes, les artivistes[1], les altermondialistes, les Anonymous, le mouvement punk, anarchiste ou autonomiste et plus loin de nous, Action directe en France, le mouvement Provo aux Pays-Bas ou les Yippies aux USA … Il existe mille manières d'y répondre. Il n'y a en effet pas *un* mode d'emploi, comme il y aurait *une* bonne manière de penser. Les manières de transformer la société sont aussi protéiformes que la diversité des contextes dans lequel ils prennent place.

[1] Le mot « artivisme » provient de la contraction de « art » et d'« activisme ». Les artivistes utilisent l'art comme moyen de militantisme. Les Artivistes belges ont déjà donné le jour à la Brigade des Clowns et les Tambours de l'Amour, qui poursuivent toujours la même ambition de propager la révolution ludique. Plus d'informations sur : http://www.collectifartivist.be

1. Etre capable d'agir sur le monde social : les modes d'action sociale

Les manières d'agir sur le monde social ont bien entendu fait l'objet de maintes théorisations. Une des tentatives de théorisation est celle de Guy Bajoit. Celui-ci propose de développer une typologie de l'action sociale à partir des différentes tendances présentes au sein du mouvement ouvrier belge. Il nous explique :

> *Ceux qui se sont engagés dans le mouvement* [ouvrier] *ont été divisés entre quatre tendances. Les uns ont préféré négocier avec les patrons, espérant ainsi améliorer leur sort (syndicalisme participatif), d'autres ont voulu leur imposer leurs revendications par la force, notamment par la grève (syndicalisme revendicatif), d'autres ont choisi de créer leurs propres entreprises (autogestion, coopérativisme) et d'autres encore ont estimé qu'il n'y avait pas d'autre solution que de supprimer carrément la propriété privée, donc la bourgeoisie (révolution).*

Au travers de ces tendances, on entrevoit donc 4 manières de résoudre (ou de faire avancer) un conflit. Ces différentes stratégies sont présentées, par Guy Bajoit, comme 4 modes d'action archétypiques.

Les colonnes « inclusive » et « exclusive » définissent *le rapport entretenu avec le système*. Il s'agit de lutter en son sein et d'en sortir. L'option inclusive reconnaît le cadre et le négocie. Dans une optique plus exclusive, par contre, le cadre imposé par l'adversaire n'est plus reconnu. L'option autogestionnaire ou révolutionnaire, d'une manière ou d'une autre, vise à dépasser le cadre imposé par le système.

Les lignes « consensuelle » et « antagoniste » renvoient *aux moyens utilisés pour combattre l'adversaire*. Celui-ci sera supprimé dans une optique antagonique et évité ou contourné dans une perspective consensuelle. Les moyens seront donc violents ou non-violents.

	Inclusive	**Exclusive**
Consensuelle	Négocier (1) Le syndicalisme participatif mutualiste négocie. Il peut déboucher sur la création de mutuelles.	Fuir et reconstruire ailleurs (2) Le syndicalisme autogestionnaire sort du système : il s'agit de créer des coopératives, des entreprises récupérées et autogérées.
Antagonique	Exiger (3) Le syndicalisme revendicatif, gréviste, qui proteste sans les armes.	Détruire (4) Le syndicalisme révolutionnaire incarné, en son temps, par le « luddisme » : mouvement ouvrier qui détruisait les machines.

Ainsi, les réactions 1 et 2 sont consensuelles puisqu'elles n'impliquent aucun changement dans le ou du système; les réactions 3 et 4 sont antagoniques puisqu'elles cherchent à bousculer l'ordre établi. Les réactions 1 et 3 sont inclusives, dans le sens où elles impliquent une relation avec l'adversaire, pour négocier ou pour exiger quelque chose ; les réactions 2 et 4 sont exclusives puisqu'elles impliquent une rupture des relations avec l'adversaire, que ce soit pour le fuir ou pour le détruire.

Il y a donc 4 réactions possibles face à un problème : négocier, exiger, fuir et détruire. Ces différentes stratégies peuvent être appliquées à n'importe quel type de problème à résoudre. Elles constituent la grille des possibles. L'exercice peut être répété avec la lutte altermondialiste, celles des femmes, des noirs, des homosexuels ou encore la lutte écologiste.

A cette grille de lecture se superpose une autre dimension : celle des lieux où la lutte politique s'engage. Ceux-ci peuvent être situés dans la sphère politique ou dans la sphère associative et marchande. Ainsi, la lutte peut viser un changement de législation ou de constitution (sphère politique), un changement concret de l'organisation de l'économie réelle (sphère marchande) ou une mutation extérieure à ceux-ci (sphère associative). En effet, selon le problème auquel on s'attaque, la création d'une coopérative à finalité sociale, d'un Groupe d'Achat en Commun (pour la sphère marchande) ou encore la désobéissance civile, la création de village « en transition » (pour la sphère associative) peuvent constituer une série de lieux pertinents où engager l'action.

2. Les modes d'action sociale dans le secteur de l'éducation permanente

Le secteur de l'éducation permanente s'est constitué autour d'une certaine conception du changement social.

Emergeant à une époque où la lutte des classes était omniprésente et visibilisée au travers du rapport salariés-patronat, l'éducation populaire a été fondée par des ouvriers qui voulaient s'émanciper du joug patronal et ce par le savoir et la lutte sociale. Cependant, tous n'ont pas souhaité établir le rapport de force et agir de la même manière. Parmi les différentes tendances, le mouvement ouvrier a débouché sur la création d'un mouvement d'éducation populaire qui visait la formation intellectuelle et critique des ouvriers.

	Inclusive	Exclusive
Consensuelle	Négocier (1) Le syndicalisme participatif mutualiste.	Fuir et reconstruire ailleurs (2) Le syndicalisme autogestionnaire.
Antagonique	Exiger (3) Le syndicalisme revendicatif, gréviste.	Détruire (4) Le syndicalisme révolutionnaire

Cette façon très spécifique de faire atterrir le problème de la lutte des classes est propre à une conception de l'action sociale et de la « résolution » des conflits sociaux. Dans sa forme, si l'on suit le schéma de G. Bajoit, il émerge d'un syndicalisme autogestionnaire (2) : il s'agit de créer des formations parallèles à celles dispensées par des organisations préexistantes (écoles, universités) et de faire en sorte que les ouvriers s'éduquent entre eux. La volonté de se rassembler pour s'éduquer mutuellement est en effet directement liée à l'héritage de la sphère autonomiste. Dans ses intentions, cependant, le secteur est plutôt le relais du syndicalisme participatif (1) : il vise à améliorer la condition ouvrière en organisant leur éducation populaire, sans pour autant réclamer une meilleure répartition des profits ou des pouvoirs ou lancer des coopératives. La conception du changement social de l'éducation permanente semble cependant être de l'ordre du mouvement social antagonique-inclusif (3). Il provient en effet d'une revendication, d'une exigence vis-à-vis des patrons et de l'Etat, de voir leurs conditions changer. On voit donc que les initiatives qui transforment la société peuvent être aux confluents de plusieurs formes d'actions sociales.

La Belgique s'est historiquement constituée autour des valeurs d'égalité et de liberté, avec, respectivement, des modes d'actions sociaux plus revendicatifs et autonomistes. Rétrospective.

3. Les modes d'action sociale en Belgique

En effet, les deux clivages structurants qui ont vu émerger un système pilarisé « à la belge » sont le clivage philosophique (Eglise-Etat) et le clivage économique (possédants-travailleurs)[2]. Ces clivages ont débouché sur un fort particularisme belge : celui d'avoir fait naître les piliers confessionnels (laïc ou catholique) qui organisent l'offre du système scolaire, des syndicats, des mutuelles, des mouvements d'éducation populaire, des mouvements de jeunesse etc. En Belgique, la référence religieuse ou autre « *inspire [encore] l'ensemble des enseignements dispensés. C'est (…) le fondement même du régime*

[2] Vicent de Coorbyter, « La citoyenneté » dans *Revue du CRISP*, n°56, p47.

juridique de la liberté, l'axe autour duquel les normes de ce régime d'articulent [3]». Le Pacte Culturel qui fait respecter le pluralisme philosophique dans les différentes institutions culturelles organise lui aussi juridiquement le respect des différents courants idéologiques (catholiques, laïcs ou libéraux).

Le clivage philosophique (Eglise-Etat) aura donc eu l'avantage d'ouvrir la porte à des initiatives non étatiques de type plus associationistes. De cet héritage associationniste et coopératif ont par exemple émergé les mutuelles. C'est aussi le cas, comme nous l'avons dit, du secteur de l'éducation permanente. Celui-ci est originaire d'une conception plus autogestionnaire de la société.

On voit ainsi que les associations proches du pilier chrétien, de par leur histoire et leurs valeurs, développent davantage une conception associationniste de la résolution des problèmes sociaux. Pour ce pilier, il s'agira d'incarner le changement plutôt que de le revendiquer. Un mode d'action plus transversal, via les mutuelles, les associations ou les initiatives citoyennes (avec les exemples typiques des SEL, GAC, donneries etc.) sera donc davantage impulsé par ce pilier.

Poussé à l'extrême – ce qui n'est pas la règle -, ce mode de résolution des problèmes repose sur une éthique de la responsabilité individuelle. Il s'agit dans ce cas de changer la société au travers d'une série de changements de comportements. On voit en effet que « *Sur le plan idéologique, la démocratie chrétienne repose sur le personnalisme qui se caractérise par la reconnaissance de la personne comme étant libre. De ce fait, elle acquiert de l'autonomie et peut penser et agir librement. Elle peut donc poser des choix et être responsable de ceux-ci*. [4]». La transition écologique peut elle aussi parfois se placer dans ce sillage : c'est à partir de changements d'attitudes de production ou de consommation que l'horizon social est modifié.

Du côté du pilier socialiste, il s'agira davantage de modifier les coordonnées du système via la structure étatique. En effet, « *La principale différence* [avec la démocratie chrétienne] *vis-à-vis de la social-démocratie se situe dans le rapport à l'Etat social : L'Etat social n'est pas juste la création de l'Etat ; chaque homme est impliqué par et responsable de l'Etat social »*. [5] Ainsi, plutôt que de développer la sphère autonomiste ou associative, c'est un changement d'architecture institutionnelle qui sera réclamé. Alors que face à une production alimentaire peu éthique et menaçante pour l'environnement et la santé, changer ses comportements alimentaires serait une action envisageable du côté « humaniste », il s'agira plutôt de modifier les institutions marchandes et la législation afférente du côté socialiste.

---

[3] Mathias El Berhoumi, « Enseignement – une liberté à réinterroger » dans *La revue nouvelle,* p40.
[4] Cpcp et Cepess, « La démocratie chrétienne en pleine mutation » (Cité de Beke), 2003, p2.
[5] Cpcp et Cepess, « La démocratie chrétienne en pleine mutation », p3.

Ces courants sont tous deux nécessaires à la société. L'un change la structure, l'autre donne du pouvoir aux gens sur leur propre vie. D'un côté, il s'agit de toucher plus directement aux institutions, de l'autre on conçoit les gens comme des acteurs de changement. Et entre les deux, de toute façon, les lignes bougent !
Si la position humaniste connaîtra le risque de trop faire peser la responsabilité et l'efficacité sociale sur des collectifs auto-institués, la posture socialiste connaîtra l'écueil, elle, de concevoir l'Etat comme seule finalité. Il s'agit donc, de part et d'autre, d'assurer le combat… et de rassembler, d'une manière ou d'une autre, les gens autour de celui-ci. Il s'agit, aussi, de corréler les modes d'actions à la visée du changement. Certains changements ne se feront qu'à un niveau législatif, d'autres au travers de changements de comportements et de pratiques plus collectives. Les mouvements sociaux actuels développent des modes d'action qui leur sont propres et qui font par ailleurs la part belle aux modes de gestion plus collaboratifs et autogestionnaires.

4. Les modes d'action sociale dans la société contemporaine

La grille d'analyse développée par Guy Bajoit peut en effet être aussi appliquée aux mouvements sociaux actuels. Cette grille nous permet, par exemple, de dire que la créativité culturelle ou le mouvement des Indignés (voir les analyses de l'ARC sur le sujet) incarnent davantage un idéal autogestionnaire qui vise à reconstruire une « autre société » ailleurs. En réalité, ces mouvements sont proches des intuitions et des intentions des milieux libres qui considèrent que pour changer le monde, on doit pouvoir fabriquer des microsociétés alternatives. Ces sociétés alternatives seraient en effet l'occasion de résistances et, l'optimisme aidant, d'une propagation et d'une extension des modes d'action propres à ces communautés. Il n'y a donc pas de révolution ou de grand soir[6], ni de fabrique du consentement de longue haleine. L'idée sous-tendue, par ces schèmes d'action sociale, est qu'il y aurait une révolution par capillarité[7], un peu à la manière des mille et une petites initiatives qui ont inspiré le livre de Bénédicte Manier « Un million de révolutions tranquilles »[8]. Avec les *Créatifs culturels* et *les Indignés,* nous avons donc affaire à un nouveau répertoire en termes de mobilisation sociale. Même si ces mouvements n'ont jamais cessé d'exister et étaient particulièrement répandus durant les années 60, ils semblent avoir été remis au goût du jour et s'être étendus.

Mais ce ne sont pas les seuls modes contemporains de protestation. Ces insurrections capillaires coexistent avec des mouvements de révoltes plus profonds qui viennent alimenter la démocratie. Ainsi, on voit apparaitre un peu partout dans le monde arabe

[6] Expression qui désigne le moment historique ou un basculement aura lieu et changera la société.
[7] Source audio : Les conférences de Michel Onfray – eudémonisme social (2) Les milieux libres.
[8] Bénédicte Manier, *Un million de révolutions tranquilles*, Les liens qui libèrent, Paris, 2012.

des mouvements de contestation populaire. En Egypte, au Maroc, en Turquie, en Tunisie ou encore en Lybie, les manifestations se poursuivent et font, parfois, tomber le gouvernement en place. Ces mouvements ne seraient cependant pour certains auteurs que le résultat d'un sentiment d'indignation. Pour ceux-ci, ils abandonneraient « *toute vision de transformation d'ensemble de l'ordre social*[9] ». Pour Etienne Arcq, ces mouvements démocratiques antiautoritaires, de par leur absence de projet politique clair et la superficialité de leur engagement, inviteraient à la manipulation et à la récupération.

Pour certains, ce changement dans la manière de peser sur le monde social pourrait être de taille. Ne projetterait-il pas les mouvements sociaux dans une nouvelle ère ? Ils sont en effet quelques-uns à pronostiquer des nouveaux mouvements sociaux ou, comme le sociologue Alain Touraine, des « nouveaux nouveaux mouvements sociaux » (NNMS).

Alors que les mouvements écologistes, féministes et homosexuels étaient déjà considérés, dans les années 80, comme des nouveaux mouvements sociaux (NMS) de par la recherche de reconnaissance qui caractérisait leur lutte, le mouvement des Indignés, Occupy Wall Street ou les révolutions arabes renouvèleraient le cadre d'analyse des mouvements sociaux. C'est pour cela que, selon Alain Touraine, nous pourrions parler de « NNMS » ou nouveaux nouveaux mouvements sociaux[10].

On entend communément par mouvement social « toute action collective revendicative en faveur d'une cause matérielle ou immatérielle et visant à transformer l'ordre social existant ». *Etienne Arcq (CRISP).*

Pour Alain Touraine sociologue, les NNMS auraient la particularité d'être des mouvements « anti-finances », hostile à la domination de l'économie mais ne bénéficieraient cependant pas de cadre de pensée ou de valeurs consensuelles suffisamment claires et partagées. Ils seraient en quelque sorte des mouvements « embryonnaires », dans l'absence d'une orientation claire. D'autres personnes, comme le chercheur au CRISP Etienne Arcq, interviennent dans le même sens: ces nouveaux mouvements sociaux protesteraient plus qu'ils ne lutteraient[11]. Ils ne seraient pas, dans ce cadre, éligibles au rang des mouvements sociaux qui devraient être davantage organisés.

---

[9] Etienne Arcq, « Avant on luttait, désormais on proteste » dans *Revue Politique*, Hors-Série Décembre 2012. p 44-45.
[10] « Entretien avec Alain Touraine » dans *Revue Politiq*ue (Hors-Série), Décembre 2012, p 4-5.
[11] Etienne Arcq, « Avant on luttait, désormais on proteste » dans *Revue Politique*, Hors-Série Décembre 2012. p 44-45.

Cette vision normative à l'égard de ce que devrait être un mouvement social peut sembler parcellaire, mais elle a au moins le mérite de faire réfléchir. Qui plus est, des mouvements « organisés » dont les doléances sont claires existent toujours. Souvenons-nous des larges mouvements étudiants qui ont éclaté au Québec en 2012 et au Chili en 2013. Ceux-ci visaient à s'opposer à l'augmentation des minervaux au Québec et à exiger la fin du business des universités privées au Chili[12].

5. Perspectives et défis

On remarque que de la même manière que nos sociétés évoluent, les modes de contestation, eux-aussi, changent. Comme nous l'avons vu, il y a une profusion de mouvements contestataires. Ceux-ci peuvent trouver leurs pertinence, relais, levier dans la spécificité des contextes et des combats locaux, ou encore au sein des différentes mouvances politiques préexistantes. En effet, si on peut penser que certains déficits sociaux appellent des modes d'action bien précis, les mouvements politiques ont leur constante propre. Ces mouvances se retrouvent aussi dans le secteur de l'éducation permanente. Le choix est donc permis… et il peut être bon de comprendre ce que nos affinités impliquent, bon que ce choix soit explicité.

Les implications de ces choix doivent être exposées d'autant plus qu'aujourd'hui il semble moins évident d'identifier le niveau de pouvoir le plus pertinent et les modes d'action sociale les plus efficaces. Si les mécanismes à la source des inégalités sont toujours les mêmes[13], avoir prise dessus n'est pas simple. Les niveaux de pouvoirs sur lesquels intervenir sont de plus en plus nombreux et la technicisation du débat public ainsi que des procédures démocratiques rendent l'exercice de la démocratie de plus en plus périlleux. Ainsi, les perspectives démocratiques, largement favorisée par le « syndicalisme revendicatif », ne semble plus toujours la voie unique pour faire atterrir un problème social. Qui plus est, d'autres enjeux apparaissent : des nouveaux acteurs semblent devoir être pris en compte, des nouveaux lieux de pouvoir émergent et doivent être investis, etc. Etudions ça de plus près.

5.1 Développer des armes contre l'autonomisation des décisions politiques

[12] « La longue marche des étudiants chiliens » dans *Demain le monde* n°17, janvier/février 2013, p12-17. Le Chili possède en effet le système éducatif le plus cher de la planète et le plus fragmenté socialement.

[13] Ces mécanismes sont entre autres l'absence de répartition des richesses, l'exploitation d'une série de ressources naturelles et de travailleurs et la stigmatisation des plus pauvres comme étant responsables de leur situation sociale.

Depuis la chute du mur de Berlin et la fin du système polarisé des deux blocs Est-Ouest, nous sommes entrés dans une ère multipolaire pilotée par des organisations internationales comme le G20, l'ONU, l'OMC ou encore le Fonds Monétaire International (FMI). Or aujourd'hui, la souveraineté populaire et les marges de manœuvre des Etats sont réduites par ces organisations internationales. Qui plus est, cette même souveraineté est restreinte par une série de règles de bonne gouvernance économique. Ces règles, puisqu'elles sont inscrites dans le marbre, réduisent largement la possibilité d'avoir prise sur notre avenir. C'est entre autre le cas des traités de l'Union Européenne[14]. Comme le dit Frédéric Lordon :

> L'Union n'a donc d'autre politique que (…) de la politique *constitutionnelle*, c'est-à-dire de la politique mise sous la forme de règles inscrites dans les traités — et par là même vouées à fonctionner indépendamment de toute donnée proprement conjoncturelle. (…) C'est le propre de la construction monétaire européenne que la politique économique des Etats-membres y est devenue une pure et simple affaire de pilotage automatique[15].

Ainsi, aujourd'hui, non seulement les décisions en matière d'économie sont prises à l'échelon supranational mais en plus, une fois coulées dans des directives, elles ne sont plus soumises aux décisions démocratiques. La voie démocratique du syndicalisme revendicatif ne fait donc plus toujours consensus dans les modes d'action à mobiliser pour retrouver une citoyenneté active… même si il s'agit bien, à terme, de changer la législation internationale pour retrouver une souveraineté populaire !

5.2 Renouveler les niveaux géographiques d'action

Au niveau international. Certains problèmes sociaux manifestes ne semblent plus pouvoir se résoudre à l'échelle nationale. Comme nous venons de le décrire pour l'Europe, les inégalités Nord-Sud favorisées par le néo-libéralisme, elles non plus, ne pourront pas uniquement trouver réponse à un niveau purement national. Elles sont propres à la structuration internationale des échanges économiques. Ainsi, pour combattre de telles inégalités, il faudrait asseoir un syndicalisme revendicatif rénové au niveau international. C'est évidemment le projet syndical actuel. C'est aussi ce qui avait motivé le projet altermondialiste et la création des Forums Sociaux Mondiaux. Ceux-ci semblent cependant n'avoir pas encore eu les impacts escomptés. Il s'agirait dès lors de renouveler plus encore les modes d'actions au niveau international et de fédérer davantage de citoyens. Espérons que l'austérité nous apporte au moins ça…

---

[14] Outre les très récentes « *dispositions contraignantes et permanentes* » du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), pensons au traité de Rome de 1957, à l'Acte Unique de 1986, au traité de Maastricht de 1992 et à celui de Lisbonne en 2007.

[15] Les blogs du Diplo, « Pour une monnaie commune sans l'Allemagne (ou avec, mais pas à la francfortoise) », samedi 25 mai 2013, par Frédéric Lordon. Consultable à l'adresse : http://blog.mondediplo.net/2013-05-25-Pour-une-monnaie-commune-sans-l-Allemagne-ou-avec

Au niveau local. En matière de renouvellement des niveaux géographiques de la lutte, pensons aussi aux lieux de pouvoirs que sont les villes. Ne serait-il pas utile d'envisager d'engager la lutte aussi à ces endroits-là ? Rappelons-nous du syndicalisme urbain lancé par le sociologue Saul Alinsky[16], qui visait à organiser des communautés et leurs revendications dans les quartiers pauvres de Chicago. Dans ce cas, le niveau géographique plutôt que le niveau professionnel primerait. Réenvisager d'engager la lutte dans des endroits où se concentrent les plus riches et les plus pauvres pourrait en effet s'avérer fécond pour l'avenir.

5.3 Se prémunir des éventuels risques

En 1986, le sociologue Ulrich Beck écrivait « La société du risque ». Par son ouvrage, il amenait une réflexion quant aux progressives prises de risque qu'expérimentaient nos sociétés. Il citait, entre autres, les catastrophes financières (krachs), écologiques (Bophal, Tchernobyl, marées noires, réchauffement climatique, risques alimentaires), militaires (les deux guerres mondiales, Hiroshima, la guerre froide), politiques (totalitarismes divers)[17]. Aujourd'hui, nous vivons en effet dans un monde où l'usage des technologies est devenu chose courante. Souvent, nous ignorons les risques que nous encourrons : centrales nucléaires, OGM, métaux lourd, pesticides, ondes G.S.M, traitements médicaux, etc. Autant de risques qui demanderaient d'assurer sensibilisation et défense des citoyens sur leurs éventuels impacts.

5.4 Faire remonter des revendications d'acteurs non-humains

Certains acteurs connaissent des difficultés à être pris en compte. Si c'est évidemment le cas des populations précarisées dont le capital économique et culturel les prive d'une stratégie de défense efficace, c'est aussi le cas des acteurs « non-humains »[18], pour reprendre la terminologie du sociologue Bruno Latour. Ainsi le défi environnemental et sanitaire reste aujourd'hui encore entier. Rendre bruyant des acteurs non-humains comme des animaux en voie de disparition ou une parcelle de calotte glacière en train de fondre n'est pas aisé. En effet, la nature ne réclame jamais aussi distinctement que les hommes qu'on la prenne en compte. S'engager dans cette bataille revient donc à arriver à rendre tangible un problème environnemental et à pousser à ce qu'il soit intégré à l'agenda politique.

---

[16] Qui a écrit, entre autre, « Etre radical ».
[17] J-F Cauchie, « La société du risque de Beck : balises », dans *La Revue Nouvelle*, Juillet-Août 2002 / n°7-8.
[18] Les acteurs non-humains sont à la fois les animaux, la nature, les objets etc…

5.5 Inclure le pouvoir des individus

Comme nous l'avons vu, la manière dont s'étend le pouvoir s'est aujourd'hui renouvelée. Le pouvoir est aussi bien dans les mains d'institutions gouvernementales internationales que dans celles des producteurs et des consommateurs.

Si on peut faire en sorte que la société se meuve en réclamant des avancées au niveau de l'Etat (que ce soit en termes de législation ou de services rendus à la population), il est aussi possible, en tant que citoyen, d'avoir un impact sur l'organisation sociale de nos sociétés au travers de nos choix de consommation.

En tant qu'acheteurs, nous sommes en effet en aval du déroulement de toute une filière de production. Les objets ou denrées alimentaires proviennent d'une succession de séquences qui font passer ceux-ci de l'extraction à la production, à la distribution, à la consommation et à la destruction. En tant que consommateurs, nous avons un impact sur toute la chaîne de production et donc sur l'environnement et les conditions de travail des travailleurs.

Ainsi, face à un pouvoir capitalisé dans nos modes de consommation, il n'est pas inopportun d'envisager de transformer la société *aussi* au travers de nos comportements individuels. Acheter éthique, ne plus aller au supermarché ou cultiver son potager sont aujourd'hui autant de manières locales d'agir.

5.6 Inclure le pouvoir sur les individus

Certains font mention d'une domination plus sourde que celles énoncées ci-dessus : une domination par la normalisation ; une forme de répression passive illustrée par l'impossibilité d'exprimer une différence de point de vue. C'est le cas de Michela Marzano, qui parle d'un asservissement contemporain du désir à l'intérieur d'un conformisme libertaire[19]. C'est, paradoxalement, le long processus d'individualisation propre à nos sociétés qui est en train de se parachever. Si notre liberté de nous choisir des identités (sexuelles, religieuses, professionnelles etc.) n'a jamais été aussi grande, il n'en reste pas moins que notre intégration sociale en dépend et que nos désirs sont orientés. Il y a donc nécessairement un processus de normalisation qui a lieu. Pour certains, le capitalisme aurait ainsi participé à uniformiser les façons de voir et de penser, à homogénéiser les populations ou encore à standardiser les comportements[20] contemporains, tout en libéralisant les mœurs et le marché. L'omniprésence de la publicité et ses impacts sur nos désirs ou nos réflexes consuméristes sont évidemment des exemples emblématiques de la sourde emprise de système capitaliste actuel.

[19] Michela Marzano, « Tu dois désirer… Tu dois être désirable ! L'asservissement contemporain du désir », in Y.-C. Zarka (dir.), *Critiques des nouvelles servitudes*, Paris, PUF, 2007, pp. 59-85.
[20] Bruxelles Laique, « Uniformisation » dans *Echos,* octobre 2010.

Certains tirent donc la sonnette d'alarme : une résistance à l'égard de toutes ces formes de domination devrait être plus que jamais envisagée.

Conclusion

Cette liste de défis n'est évidemment pas exhaustive, elle balise simplement une série de questions, trace un horizon. Y répondre n'est pas simple. Persévérer dans ces combats non plus. Cela nécessite bien souvent d'opérer à plusieurs niveaux d'action : un niveau d'action local et individuel, qui permet d'ancrer sa pensée et d'avancer à son échelle; un niveau d'action collectif (qu'il soit national ou international) qui permet de lutter contre des enjeux plus globaux.

Outre les niveaux de l'action, il faut pouvoir envisager d'agir selon différents modes. Comme c'est le cas par rapport aux diverses formes d'agression, il faut parfois fuir, parfois se confronter ou encore envisager la désescalade[21]. Il s'agit donc de comprendre les différentes sphères d'influences et mobiles qui animent un conflit ou un rapport de force afin de décrypter les stratégies à adopter.

Quoi qu'il en soit, de tout temps, la militance a toujours existé. Que certains auteurs annoncent l'existence de « nouveaux nouveaux mouvements sociaux » le confirme : la société n'a cessé d'être mouvante, tout comme les modes de militance se sont toujours renouvelés.

Reste que tout le monde n'est pas équipé de la même manière pour faire face à ces défis. Certains individus sont bien entouré, ont suffisamment d'énergie et entrevoient l'intérêt d'opérer à un niveau supranational, d'autres agissent à leur échelle, en disséminant de nouvelles pratiques plus respectueuses des gens et de l'environnement. Ces personnes viennent abreuver nos besoins de justice et de valeurs.

Tous ces moyens d'action sont utiles pour la société. Chaque individu, comportement, choix, militance est une pierre apportée à l'édifice d'un monde qui nous assurerait à tous la réalisation du bien commun.

Par Delphine MASSET
Chargée de recherche à l'ARC asbl

[21] Pensons par exemple aux agressions de frustration, aux agressions psycho-pathologiques et aux agressions par un groupe dominant qui nécessitent toutes, pour les contrer, des réactions différentes. Pour en savoir plus par rapport aux différentes formes d'agression et aux stratégies à adopter, consulter le site de Garance.be et leurs formations à l'auto-défense.

Publié avec le soutien du service
de l'Éducation permanente de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Editeur responsable : Jean-Michel DEFAWE

© ARC a.s.b.l. - rue de l'Association 20 à 1000 Bruxelles

www.arc-culture.be

info@arc-culture.be

arc

Action et Recherche Culturelles

Analyse 2013